

LETTRES DE KHARKOV

LETTRES DE KHARKOV

La famine en Ukraine 1932-1933

Textes réunis et présentés
par Andrea Graziosi
avec la collaboration d'Iryna Dmytrychyn

*Traduit de l'italien
par Dominique Négrel et Anaïs Bokobza
et de l'ukrainien par Iryna Dmytrychyn*

Préface de Nicolas Werth

LES ÉDITIONS NOIR SUR BLANC

Les lettres publiées dans ce volume ont paru dans A. Graziosi (éd.),
*Lettere da Kharkov. La carestia in Ucraina e nel Caucaso del Nord
nei rapporti dei diplomatici italiani, 1931-1933*, Einaudi, Turin, 1991.

Une partie de ces lettres a paru en français dans A. Graziosi,
traduction de Dominique Négrel, « "Lettres de Kharkov" :
La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord
à travers les rapports des diplomates italiens. 1932-1934 »,
in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 30 (1-2), janvier-juin 1989,
p. 5-106, Paris, Éditions de l'EHESS.

© 2013, Les Éditions Noir sur Blanc, CH-1003 Lausanne
pour la présente édition

ISBN : 978-2-88250-318-3

QUATRE-VINGTS ANS APRÈS

par Nicolas Werth

Saluons l'initiative des Éditions Noir sur Blanc de rééditer – dans une version plus complète que la précédente – les remarquables dépêches des diplomates italiens en poste en URSS dans la première moitié des années 1930, publiées il y a près d'un quart de siècle déjà par Andrea Graziosi dans les *Cahiers du Monde russe et soviétique*.

À la lumière de tout ce que l'on a appris depuis, grâce à l'ouverture des archives, sur la tragédie de la collectivisation forcée et des grandes famines qui en ont été la conséquence directe, bien que non « programmée », les dépêches des diplomates italiens frapperont ceux qui les découvriront dans cette édition magnifiquement introduite et commentée par Andrea Graziosi par leur étonnante perspicacité. À la différence, en effet, des dépêches plus « terre à terre » des diplomates et des agents des services de renseignements polonais, récemment publiées¹, les textes envoyés à Benito Mussolini sur la collectivisation et la famine abordent des questions politiques capitales telles que l'affrontement entre l'État stalinien et la paysannerie, le « réasservissement » du

1. Cf. par exemple les documents publiés dans le recueil *Poland and Ukraine in the 1930's and 1940's. Unknown Documents from the Archives of the Secret Services*, Varsovie-Kiev, 2009.

paysan à l'État, la fonction de l'agriculture collectivisée dans le processus de « l'accumulation socialiste primitive » engagé par Staline avec le « Grand Tournant » de 1929-1930, la « fonction pédagogique » de la famine comme arme pour briser les résistances paysannes, tout particulièrement en Ukraine, où question paysanne et question nationale étaient indissociables.

Les « Lettres de Kharkov » (pour reprendre le libellé sous lequel étaient classées ces dépêches diplomatiques dans les archives du ministère des Affaires étrangères italien) ont été l'un des tout premiers fonds d'archives accessibles sur la grande famine ukrainienne de 1931-1933, avant même l'ouverture des archives soviétiques.

La présente édition, qui couvre les années 1930-1934, commence par une série de rapports relatant les résistances paysannes à la collectivisation forcée des campagnes lancée par Staline au début de l'année 1930. On sait aujourd'hui que ces résistances furent bien plus importantes qu'on ne le pensait généralement, puisque les documents secrets de la police politique exhumés des archives de la Sécurité d'État au début des années 1990 en dénombrent près de 14 000 durant la seule année 1930. Cette année-là, plus de la moitié des émeutes et insurrections paysannes eurent lieu en Ukraine, dans les riches plaines du Kouban (région du Caucase du Nord) et dans les régions de la Volga – bref, dans les principaux « greniers à blé » du pays, soumis à une collectivisation accélérée et particulièrement brutale du fait de leur importance stratégique pour la réalisation du « plan de collectes », « pierre de touche, comme le soulignait Sergueï Kirov, l'un des plus proches collaborateurs de Staline, de notre force, de la force de l'État soviétique ». On peut suivre, tout au long des dépêches des diplomates italiens en poste en Ukraine et au Caucase du Nord, l'évolution des résistances paysannes, qui prennent, au fil des années – et face à une répression sans merci, qui mobilise tout l'appareil répressif de l'État stalinien –, des formes de plus en plus passives, mais néanmoins redoutablement efficaces, admirablement analysées, par exemple, dans le rapport de Leone Sircana, vice-consul d'Italie à Novorossiïsk, du 8 avril 1933 : « *L'appareil soviétique excessivement armé et puissant se trouve dans l'impossibilité de chercher la solution et la victoire dans une ou plusieurs batailles*

PRÉFACE

rangées ; l'ennemi n'est pas massé, il est dispersé, la bataille cherchée est provoquée en vain et on s'épuise en une série sans fin de très petites, ou plutôt de minuscules opérations : ici un champ n'est pas sarclé, là quelques quintaux de blé sont cachés ; sans compter un tracteur inopérant, un deuxième volontairement détraqué, un troisième en vadrouille au lieu de travailler ; ou bien encore des kolkhozes ou des villages qui ne sèment pas, d'autres qui ont mangé les semences ou les ont vendues en fraude ou bien ils ont abattu ou estropié les bêtes de somme ; et de constater ensuite qu'un entrepôt a été dévalisé, que les livres de comptes, petits ou grands, sont mal tenus ou falsifiés [...] Et ainsi de suite, à l'infini, et toujours à nouveau dans cet immense territoire ! [...] On ne réussit pas plus à trouver un ennemi compact, à l'écraser dans une action de grande envergure et à régler ainsi la question. Même dans ce cas, l'ennemi, il faut aller le chercher maison par maison, village par village. »

De manière remarquablement perspicace – et novatrice – les diplomates italiens posent en effet la question des rapports entre l'État stalinien et la paysannerie en termes d'affrontement, de « lutte féroce pour le blé », de combat, de guerre. Dans cette perspective, la famine apparaît, en Ukraine et au Caucase du Nord, comme une arme destinée à briser la résistance paysanne, « changer le matériel ethnographique », « dénationaliser des régions où la conscience ukrainienne et allemande était en train de se réveiller » (cf. dépêche du 31 mai 1933)². Les diplomates italiens détaillent – soixante ans avant que les historiens ne retrouvent les circulaires d'origine – les mesures prises par les autorités pour aggraver, fin 1932 - début 1933, la famine dans les campagnes ukrainiennes : refus de toute aide aux affamés jugés « responsables » de l'état dans lequel ils se retrouvent pour avoir refusé de « bien travailler » ; sanctions impitoyables contre les communautés paysannes n'ayant pas « rempli le plan de collecte », telles que « l'inscription au tableau noir » (ce qui entraînait aussitôt le retrait de tous les produits, manufacturés et alimentaires, des rares magasins « coopératifs » des villages,

2. On remarquera ici que les dépêches des diplomates italiens portent une attention soutenue au sort des entrepreneurs colons paysans de souche allemande installés depuis le XVIII^e siècle en Ukraine, victimes, au même titre que les paysans ukrainiens, de la « dékoulakisation » et de la famine.

le remboursement immédiat de tous les crédits, individuels ou collectifs, en cours, et surtout l'imposition d'une amende exceptionnelle équivalente à quinze fois l'impôt mensuel en viande et en pommes de terre dû normalement) et le blocus des villages affamés, par interdiction de vente aux paysans des billets de train et mise en place, sur les routes et dans les gares, de cordons d'unités spéciales de la police politique chargées d'empêcher toute fuite des paysans.

L'analyse que font les diplomates italiens de la famine comme « leçon donnée aux paysans » est largement validée par la correspondance, récemment publiée, entre Staline et ses principaux collaborateurs. On se bornera ici à citer ce court extrait d'une lettre envoyée par le Premier secrétaire du Parti communiste ukrainien, Stanislas Kossior, à Staline, le 15 mars 1933, au pic de la famine : « *Les camarades qui sont allés sur place, dans les villages de la région de Kiev, remarquent que les paysans ne disent plus "le pain a été confisqué", ils reconnaissent qu'ils sont coupables d'avoir mal travaillé [...] Cependant, la préparation insatisfaisante de la campagne de semailles en cours montre que la faim n'a pas encore porté ses fruits et ne semble pas encore avoir fait prendre le bon chemin, celui du travail honnête, à la majorité des kolkhoziens³.* »

Particulièrement remarquable, dans cette optique, est l'analyse – largement tributaire des réflexions d'un universitaire allemand, chargé des questions agricoles auprès de l'ambassade d'Allemagne à Moscou – faite par les diplomates italiens du « secret de la renaissance de l'agriculture ukrainienne » en 1933 : « *Consignés dans leurs villages, empêchés de recourir à la charité des villes, réduites elles-mêmes désormais à des conditions affreuses, et absolument privés de tout secours, les paysans d'Ukraine n'avaient plus d'autre choix que de travailler pour le gouvernement afin d'obtenir un minimum de nourriture ou de mourir littéralement de faim* » (dépêche du 11 juillet 1933).

Au-delà d'une vision d'ensemble des mécanismes de la famine, les dépêches des diplomates italiens apportent des éléments ponctuels très éclairants, aujourd'hui largement confirmés par les archives. Parmi les plus pertinents, on

3. Texte complet de la lettre de Kossior à Staline in Rouslan Pyrikh (éd.), *Holodomor 1932-1933*, Kiev, 2007, p. 770-772.

PRÉFACE

citera : les tensions entre ruraux (très majoritairement ukrainiens) et citadins (plus mélangés), un peu moins durement frappés par la famine – ces tensions atteignirent leur apogée lorsque les citadins furent envoyés de force aux travaux des champs durant l'été 1933 pour suppléer à la main-d'œuvre paysanne décimée par la famine ; la formidable brutalisation-régression des campagnes, mais aussi des villes soumises à l'épreuve terrible de la faim. De ce point de vue, les « Lettres de Kharkov » apportent un formidable matériau anthropologique sur des questions aussi diverses – et encore très peu étudiées – comme le cannibalisme et la nécrophagie en temps de famine ; la propagation de rumeurs apocalyptiques ; le « traitement » des affamés parvenus jusque dans les villes dans l'espoir d'y trouver un peu de nourriture, envoyés non à l'hôpital pour y être secourus, mais dans d'immenses « camps de la mort » ; la généralisation de la violence au quotidien (attaques à main armée, règlements de comptes, lynchages de voleurs, essor du brigandage, abandons d'enfants, montée de la délinquance juvénile, résurgence du phénomène des *besprizornye* – enfants et adolescents abandonnés – qui avait déjà fleuri durant la guerre civile, etc.). C'est un tableau terrifiant et extraordinairement précis d'une profonde régression, d'une véritable *décivilisation*, que dressent ces rapports d'observateurs soucieux de vérifier, autant que possible, leurs informations, de ne pas se laisser aller à l'exagération ou au sensationnalisme. Le parti pris idéologique, que l'on pourrait logiquement attendre de la part de représentants officiels d'un gouvernement fasciste, est, à une ou deux rares exceptions près (cf. notamment la lourde insistance sur le « rôle très important des juifs » dans « cette boucherie organisée par le gouvernement soviétique », document du 31 mai 1933), étonnamment absent de ces dépêches au ton très mesuré, factuel et analytique, nonobstant l'horreur des faits et des détails rapportés.

Depuis une vingtaine d'années, notre connaissance de la grande famine qui a frappé, en 1932-1933, l'Ukraine et le Kouban, cette riche région agricole du Caucase du Nord peuplée majoritairement d'Ukrainiens bien qu'administrativement rattachée à la république de Russie, a considérablement progressé. Aujourd'hui, cette catastrophe majeure de l'histoire

européenne du ^{xx}^e siècle commence enfin à être reconnue à sa juste mesure comme le premier acte d'un terrible cycle de violence perpétré, entre le début des années 1930 et la fin de la Seconde Guerre mondiale, par les deux grands régimes totalitaires qu'ont été le stalinisme et le nazisme, contre les populations civiles d'une immense région au cœur de l'Europe que l'historien Timothy Snyder a justement définie comme les « Terres de sang ». En même temps, on ne peut comprendre la grande famine ukrainienne sans l'inscrire dans une autre séquence temporelle, qui commence avec la révolution nationale-paysanne ukrainienne des années 1918-1921, marquée notamment par une forte volonté de la paysannerie ukrainienne de se libérer de la tutelle de Moscou, du « communisme de guerre », des réquisitions et des tentatives de collectivisation menées par les autorités bolcheviques. Comme le montre admirablement Andrea Graziosi dans sa présentation des « Lettres de Kharkov », la famine ukrainienne renvoie à la question plus générale de la place de l'Ukraine dans la construction de l'URSS, sous Lénine, mais aussi et surtout sous Staline. Elle doit être étudiée aussi à l'aune des autres famines qui, au début des années 1930, ont frappé un grand nombre de régions soviétiques, le Kazakhstan, les régions de la Volga et, dans une moindre mesure, la Sibérie occidentale, l'Oural du Sud et la région centrale des terres noires. Une approche comparative de l'ensemble des famines soviétiques, aujourd'hui encore délicate à mettre en œuvre, tant l'accès aux sources – et en particulier aux archives locales – reste inégal en Russie, au Kazakhstan et en Ukraine, pointe la forte spécificité du cas ukrainien, dans la mesure où seule l'Ukraine constituait, au début des années 1930, et tout particulièrement dans ce moment critique de 1932-1933, aux yeux de Staline, un véritable « problème » politique. C'est ce qui explique le traitement incomparablement plus dur réservé par Staline à la paysannerie – mais aussi à l'intelligentsia – ukrainienne, dont témoignent notamment les pertes démographiques exceptionnelles dues à la famine et aux répressions des années 1930 en Ukraine. Les rédacteurs des « Lettres de Kharkov » étaient conscients des enjeux nationaux des répressions dirigées à la fois contre les paysans à l'aide de l'arme mortelle de la famine, intentionnellement aggravée par la confiscation de toute la

PRÉFACE

nourriture – et pas seulement des produits de l’agriculture et de l’élevage dus au titre des livraisons obligatoires à l’État – et par le blocus des villages affamés (un blocus qui ne pouvait évidemment pas empêcher totalement la fuite des paysans, mais l’on a déjà évoqué le sort qui attendait nombre de ceux qui parvenaient, affaiblis, à s’introduire dans les villes), et aussi contre l’intelligentsia et les cadres communistes accusés de « nationalisme ukrainien ». Le recueil de dépêches s’achève, pour l’année 1934, par toute une série de rapports sur la répression des élites ukrainiennes, chapitre indissociable de la grande famine de 1932-1933, comme l’avait justement souligné, dès 1950, Raphaël Lemkin, dans une analyse pionnière publiée en 2009⁴.

S’ils n’abordent pas – et pour cause – la question cruciale des mécanismes politiques de prise des décisions ayant aggravé, durant quelques mois décisifs (octobre 1932 - janvier 1933), la famine en Ukraine et au Caucase du Nord, tels que nous les restituons aujourd’hui les archives du Politburo et la correspondance entre Staline et ses plus proches collaborateurs, Lazar Kaganovitch et Viatcheslav Molotov, envoyés comme « plénipotentiaires » chargés de mettre en œuvre, à tout prix, les plans de livraisons obligatoires et de réprimer le « sabotage » et les « complots » organisés par les paysans ukrainiens, les rapports des diplomates italiens sur la crise de l’agriculture collective et sur la famine éclairent, par leur analyse perspicace de la situation et par les nombreux faits et observations rapportés avec un grand souci d’exactitude et de sens critique, bien des aspects de cette terrible tragédie, qu’on la qualifie de génocide, de crime contre l’Humanité ou de crime de masse. À ce titre, ils constituent une lecture indispensable à tous ceux qui souhaitent mieux comprendre cet événement capital de l’histoire de l’Europe, ce « Continent des ténèbres » (Mark Mazower) durant le « siècle chien-loup » (Ossip Mandelstam).

4. Ce texte, une conférence non publiée, découvert dans les archives de R. Lemkin, a été publié par Roman Serbyn, « Lemkin on Genocide of Nations », in *Journal of International Criminal Justice*, 2009, n° 7, p. 123-130.

AUX LECTEURS FRANÇAIS DES « LETTRES DE KHARKOV »¹

par Andrea Graziosi

De nombreuses années se sont déjà écoulées depuis qu'en 1987, dans les archives du ministère des Affaires étrangères, j'ai découvert les documents envoyés par les diplomates italiens en poste en URSS, au sujet de la famine de 1932-1933 et de ses conséquences sur la société et sur la culture ukrainiennes. Plus tard, j'ai appris que ces mêmes documents avaient déjà été exhumés par un père de l'ordre de Saint-Basile et que, grâce à lui, ils étaient parvenus à la Commission du Congrès américain chargée d'investigations sur la famine. Je travaillais à l'époque justement sur l'édition italienne et française de ces « Lettere da Kharkov »,

1. Une partie de cet essai a été publiée en français dans les *Cahiers du Monde russe et soviétique* que je remercie. Oleg Khlevniouk et Mark Kramer l'ont lu et m'ont fait bénéficier de leurs critiques. Les hypothèses, les conclusions et les points obscurs sont naturellement de mon fait. Je tiens à remercier Dominique Négrel, ancienne secrétaire de rédaction des *Cahiers*, qui a bien voulu me traduire, en répétant ce qu'elle avait fait, dix-sept ans plus tôt, pour les rapports des diplomates italiens sur la famine. De plus, l'édition française de cet ouvrage doit tout à la passion et à l'intelligence d'Iryna Dmytrychyn, que je remercie vivement.

intitulé inscrit sur les boîtes qui contenaient ces dépêches dans les archives².

Ces documents obligeaient à prendre en compte une des plus grandes tragédies du XX^e siècle européen et ils ont radicalement changé ma perception de l'histoire soviétique, tout comme ma vision du siècle dernier. Ces documents se sont tout de suite avérés être la meilleure des sources disponibles avant 1991³, et ils le sont restés même après l'ouverture d'une partie des archives soviétiques, qui recèlent également des documents d'une grande valeur scientifique⁴.

2. Cela explique aussi pourquoi j'ai décidé de conserver la graphie « Kharkov ». Voir A. Graziosi (éd.), « Lettres de Charkov. La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934 », in *Cahiers du Monde russe et soviétique*, 1-2 (1989) ; Id. (éd.), « *Lettere da Kharkov* ». *La carestia in Ukraina e nel Caucaso del Nord nei rapporti dei diplomatici italiani, 1932-33*, Turin, 1991. En 2007, j'ai préparé l'édition ukrainienne, *Lysty z Kharkova* (Kharkov, Folio), qui sert de base pour la présente édition en langue française. Voir également Commission on the Ukrainian Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-33, Report to Congress* (sous la direction de J. Mace), Washington, DC, 1988, Supplément. En 1988 ont également été publiées les dépêches des diplomates anglais et allemands : L.Y. Luciuk et B.S. Kordan (éd.), *The Foreign Office and the famine : British documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-33*, Kingston ; D. Zlepko (éd.), *Der ukrainische Hunger-Holocaust*, Sonnenbühl, 1988 (cette édition laisse à désirer). Voir également W.W. Isajiw, *Famine-genocide in Ukraine, 1932-33, Western Archives, Testimonies and New Research*, Toronto, 2003.

3. L'état des lieux des témoignages sur la famine avait été fait par D. Dalrymple à travers deux articles courageux, « The Soviet Famine of 1932-34 », in *Soviet Studies*, 3 (1964) et 4 (1965). D'autres témoignages avaient été réunis et édités dans le livre de Ukrainian Association of Victims of Russian Communist Terror, *The Black Deeds of the Kremlin. A White Book*, vol. 2, Détroit, 1955, *The Great Famine in Ukraine in 1932-33*.

4. Certains de ces documents ont été publiés dans des ouvrages très précieux. Je citerai parmi les plus importants : S.V. Koultychysky (éd.), *Holod 1932-33 roku na Ukraïni : otchyma istorykiv, movoiou dokoumentiv*, Kiev, 1990 ; S.V. Koultychysky (éd.), *Kolektyvizatsia i holod na Ukraïni, 1932-1933*, Kiev, 1993 ; Iou. Chapoval et V. Vassiliev, *Komandyry velykhogo holodou : poïzdky M. Molotova i L. Kaganovitcha v Ukraïnou ta na Pivničny Kavkaz, 1932-33 rr.*, Kiev, 2001 ; V.P. Danilov et al. (éd.), *Sovietskaïa derevnia glazami VTCHK-OGPOU-NKVD. Dokoumenty i materialy*, T. 3, 1930-1934, Moscou, 2003 ; V.P. Danilov et al. (éd.), *Tragedia sovietskoï derevni*, T. 3, 1930-1933, Moscou,

INTRODUCTION

L'introduction que j'avais rédigée à l'époque se trouvant vieillie, j'ai décidé en conséquence de lui substituer un bilan⁵ des connaissances accumulées depuis la fin des années 1980 grâce aux travaux des chercheurs de renom tels que O. Khlevniouk, V. Danilov, D'Ann Penner et V. Kondrachine, R. Davis et S. Wheatcroft, N. Ivnitski, S. Koultychysky, J. Mace, T. Martin, F. Meslé et J. Vallin, Iou. Chapoval et V. Vassiliev⁶.

Cependant, avant de passer à ce bilan, il convient de dire quelques mots sur la politique poursuivie par le fascisme à l'égard de l'Union soviétique, ce qui donnera à comprendre le contexte dans lequel étaient amenés à agir les diplomates

2001 ; R.Ou. Davis, O.V. Khlevniouk *et al.* (éd.), *Staline i Kaganovitch. Peregypka. 1931-1936 gg.*, Moscou, 2001.

5. Je l'ai établi sur la base de mes travaux récents : A. Graziosi, « The Great Famine of 1932-1933 : Consequences and Implications », in *Harvard Ukrainian Studies*, 3/4 (2001), p. 157-166 ; A. Graziosi, « Holod v SRSR 1931-1933 rr. ta oukrainsky holodomor : tchy mojlyva nova interpretatsia ? », in *Oukrainsky istorychny journal*, 3 (2005), p. 120-131 ; Id., « Conseguenze e implicazioni della "grande carestia" del 1932-33 », in G. de Rosa et F. Lomastro (éd.), *La morte della terra*, Rome, Viella, 2005, p. 23-32.

6. O.V. Khlevniouk, *Politburo. Mekhanizmy politicheskoi vlasti v 1930e gody*, Moscou, 1996 ; O. Khlevniouk, *The History of the GULAG*, New Haven, 2004 ; R.W. Davies et S.G. Wheatcroft, *The Years of Hunger : Soviet Agriculture, 1931-33*, New York, 2004 ; N.A. Ivnitski, *Kollektivizatsia i raskoulatchivanie*, Moscou, 1996 ; N.A. Ivnitski, *Repressivnaïa politika sovietskoï vlasti v derevne, 1928-33*, Moscou, 2000 ; N.A. Ivnitski (éd.), *Golod 1932-1933 gg.*, Moscou, 1995 ; V. Kondrachine et D. Penner, *Golod, 1932-33 v sovietskoï derevne (na materiale Povoljia, Dona i Koubani)*, Samara-Penza, 2002 ; S.V. Koultychysky (éd.), *Holodomor 1932-1933 rr. v Oukraini, prychny i naslidky*, Kiev, 1993 ; S.V. Koultychysky, *Kollektivizatsia i holod na Oukraini, 1929-1933*, Kiev, 1993 ; S.V. Koultychysky, *Oukraina nij dvoma viynamy (1921-1939)*, Kiev, 1999 ; S.V. Koultychysky, *Holod 1932-1933 rr. v Oukraini iak guenotsyd*, Kiev, 2005 ; V.M. Litvine (éd.), *Holod 1932-33 rokov v Oukraini : prychny ta naslidky*, Kiev, 2003 ; T. Martin, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, N.Y., 2001 ; F. Meslé et J. Vallin, *Mortalité et causes de décès en Ukraine au XX^e siècle*, Paris, 2003. L'étude des relations polono-ukraino-russe menée par Timothy Snyder représente également un grand intérêt. Voir, par exemple, « Covert Polish Missions Across the Soviet Ukrainian Border », in S. Salvatici (éd.), *Confini Soveria Mannelli*, 2005, p. 55-78. De nombreuses bibliographies consacrées à la famine sont désormais disponibles sur Internet. Voir, par exemple, *Holodomor 1932-1933. Matières à bibliographie*, <http://www.archives.gov.ua/Sections/Famine/>

italiens – les ambassadeurs Vittorio Cerruti (1881-1961) et Bernardo Attolico (1880-1942) –, ainsi que les consuls et les vice-consuls Sergio Gradenigo (1886-1966, de loin le plus important), Leone Sircana (1895-?) et Francesco Zasso⁷.

Le fascisme et l'Union soviétique au début des années 1930

Tout comme la Pologne et l'Allemagne, l'Italie fasciste pouvait compter sur des informations plus précises et détaillées sur ce qui se passait en URSS que les démocraties occidentales. Derrière l'anticommunisme officiel affiché, le fascisme continuait en réalité à mener à l'égard du nouvel État une politique bienveillante initiée par Nitti, restaurant un réseau ramifié de consulats après la reconnaissance formelle du pays, survenue en 1923⁸.

7. Ambassadeur à Moscou en 1927-1930, Cerruti a représenté l'Italie au Brésil, en Allemagne et en France jusqu'en 1937, date à laquelle il a été démis en raison de son désaccord avec la politique étrangère du régime. Après la guerre, il a été décoré de la plus haute distinction d'Italie. Attolico, qui a travaillé en 1920-1927 à Genève, à la Ligue des Nations, a été ambassadeur au Brésil (1927-1930), avant d'être nommé à Moscou (1930-1935), poste qu'il a quitté pour Berlin. Il y a représenté l'Italie jusqu'en 1940, lorsque son opposition aux choix pronazis de Mussolini a provoqué son renvoi. Sergio Gradenigo a été consul italien à Kharkov de 1930 à 1934. Né à Trieste, sujet austro-hongrois, il s'est installé en Italie, s'est engagé comme volontaire lors de la Première Guerre mondiale et a été décoré de la Médaille d'argent. Participant à la marche sur Rome en 1922 et membre du parti fasciste, il a commencé sa carrière diplomatique en France. Après Kharkov, il est parti en Grèce. Il a aussi participé, de nouveau comme volontaire, à la conquête de l'Éthiopie en 1936. Gradenigo a émigré en Argentine après la guerre, jouant un rôle important sur la scène littéraire et artistique italienne. Sircana, également volontaire lors de la Première Guerre mondiale, décoré de la Médaille d'argent pour la Bravoure, a terminé sa carrière diplomatique comme ambassadeur en Bolivie (1955-1956). Zasso, natif de Sodrio, a aussi combattu lors de la Première Guerre mondiale. Il a quitté le service diplomatique en 1940.

8. E. Serra, *Nitti e la Russia*, Bari, 1975 ; G. Petracchi, *La Russia rivoluzionaria nella politica italiana. Le relazioni italo-sovietiche, 1917-1925*, Bari, 1982 ; Id., *Da San Pietroburgo a Mosca : la diplomazia italiana in Russia, 1861-1941*,

INTRODUCTION

Les renseignements parvenant des consulats et enrichis des informations fournies par les spécialistes des grandes sociétés italiennes, telles que Fiat, engagées dans la construction des sites industriels du premier Plan quinquennal, trouvaient un lecteur attentif en la personne de Benito Mussolini. Ce sont, probablement, les « errements » socialistes du Duce qui attiraient son attention sur ce qui se passait en URSS, où par ailleurs il puisait l'inspiration pour ses campagnes de propagande dans la politique intérieure⁹. Le fait qu'une grande partie des dépêches parvenues à Rome, y compris les « Lettres », soient marquées de son crayon bleu démontre que Mussolini était parfaitement renseigné au sujet des tragédies soviétiques.

Cependant, si on parcourait les journaux de l'époque et, en particulier, les numéros sortis au printemps-été 1933, on verrait que les titres consacrés à l'URSS ne disaient pas un mot de la famine ou des « crimes du communisme », mais annonçaient en revanche la signature des traités commerciaux italo-soviétiques et, dès lors, du pacte d'amitié et de non-agression entre les deux pays. Pourtant, les dépêches sur la situation effroyable dans les campagnes ont commencé à arriver à Rome au moment où l'amitié italo-soviétique avait atteint probablement son apogée lors des rencontres entre Grandi et Litvinov en 1930-1931. Alors que Mussolini, bien que cédant parfois à la tentation d'exprimer son « je vous l'avais bien dit » – par exemple, lors de l'arrestation en URSS de quelques ouvriers anarchistes et communistes italiens qui y avaient émigré pour fuir les répressions fascistes et construire le socialisme¹⁰ –, estimait nécessaire dans ses relations avec

Rome, 1993 ; Id., *L'Urss senza miti : la visione diplomatica*, in M. Flores et F. Gori (éd.), *Il mito dell'Urss*, Milan, 1990 ; Id., « *Il colosso dai piedi d'argilla* ». *L'Urss nell'immagine del fascismo*, in E. di Nolfo et al. (éd.), *L'Italia e la politica di potenza in Europa*, Milan, 1988.

9. Pour cette raison, l'ambassadeur Attolico, en connaissance de cause, lui faisait aussi parvenir, du moins jusqu'en 1931, de longs rapports sur la propagande stalinienne, auxquels il ajoutait des exemplaires des affiches sur la « bataille du blé » (qui a été ensuite lancée en Italie quoique dans une tout autre intention), ou bien sur l'industrialisation.

10. Voir notamment, « Il caso Calligaris », *Popolo d'Italia*, le 8 décembre 1933 et « Un altro caso », *Ibidem*, le 27 décembre 1933.

l'URSS de prêter attention à ce qui était à son avis dicté par les intérêts de l'État italien.

Par conséquent, au début des années 1930, les journaux italiens traitaient l'expérimentation soviétique avec une relative sympathie, une tentative, bien qu'erronée, mais de bonne foi, de sortir de la crise propre aux « démocraties occidentales »¹¹. L'arrivée de ces dépêches n'a pas incité le régime à modifier cette ligne : le changement n'interviendra que quelques années plus tard, en raison des évolutions de la situation internationale, du choix pro-allemand de l'Italie et de la pression de l'Église catholique.

Mais même si le changement aurait pu se produire plus tôt, il est peu probable que les « Lettres » aient pu être utilisées pour une guerre idéologique. Si paradoxal que cela puisse paraître, on peut considérer qu'elles reflétaient, avec leur charge de sympathie humaniste, avec la description des masses « souffrantes et persécutées » et des geôliers impitoyables, des représentants de l'État cruel et du dictateur sanguinaire, davantage les traditions de la culture de la gauche européenne du XIX^e siècle, que la culture d'un régime tel que le fascisme, qui se définissait lui-même comme « totalitaire ». Nonobstant tout ce qu'on pourrait ajouter, le « malfaiteur » était à l'évidence l'État, avec son appareil, sa police politique, un tyran, ce qui ne pouvait pas plaire à celui qui puisait de son côté à des mythes similaires, bien que dans une dimension radicalement opposée et en usant d'un niveau de violence et de cruauté infiniment moindre. On peut néanmoins supposer que ces lettres, et surtout celles qui ont été envoyées après les dépêches sur le retournement réactionnaire du stalinisme au milieu de la décennie, ont « chassé les doutes » du fascisme quant à la nature de la dictature stalinienne, avec laquelle un accord concernant le ton respectueux réservé à leurs dirigeants respectifs dans la presse a été signé en 1937. Quelques mois

11. Voir, par exemple, G. Ciocca (un ingénieur qui dirigeait, pour le compte de la RIV, la construction d'unités de production de roulements à billes à Moscou), *Giudizio sul bolscevismo*, Milan, 1934, et une opinion dans un texte humoristique, qui peut appartenir au Duce, publié dans *Popolo d'Italia*.

INTRODUCTION

plus tard, un accord similaire a été signé avec l'Allemagne nazie¹².

Cependant, en parlant du niveau extrêmement élevé des lettres, il faut absolument avoir à l'esprit qu'elles reflétaient les sentiments et les rumeurs de l'époque. Ainsi, une des dépêches (document 33) a une tonalité ouvertement antisémite, bien que la responsabilité en soit mise sur le compte de Staline et de ses sbires. À ce sujet, il serait bon de rappeler qu'à l'époque, la politique du fascisme était éloignée de l'antisémitisme : les archives conservent, entre autres, la trace des mesures prises par l'ambassadeur italien à la demande de Rome, sous la pression des protestations de la communauté juive italienne, afin de défendre auprès du gouvernement de Moscou les rabbins, victimes en ces temps des campagnes antireligieuses¹³.

Par conséquent, cet antisémitisme peut être au moins partiellement attribué à l'auteur de la dépêche (mais voir document 22), bien qu'il exprime probablement les avis répandus dans les villes ukrainiennes dont la majorité était constituée de Russes et de juifs. Dès lors, afin de comprendre et resituer les affirmations du consul Gradenigo, il convient de prendre en compte un certain nombre d'éléments.

Tout d'abord, ce message a été rédigé sous l'influence de circonstances exceptionnelles, car il date du 31 mai 1933, le moment culminant de la famine. Deuxièmement, jusqu'en 1914, lorsque les Ukrainiens n'y constituaient que 20 à 30 % de la population, ces villes étaient les centres de propagation des sentiments antisémites et antipaysans qui s'appuyaient sur la communauté russe. Ainsi, nous savons que c'est à Kiev qu'a été rédigé au début du XX^e siècle le « Protocole des Sages de Sion », le texte le plus influent de l'antisémitisme moderne¹⁴.

12. Ministère des Affaires étrangères, Archives historiques et diplomatiques, série Affaires Politiques (SAP) Russie 23 et 24 (1937), dossiers 2 et 7. G. Hilger, A. Meyer, *The Incompatible Allies. A Memoir-History of German-Soviet revolutions, 1918-1941*, New York, 1953, p. 288.

13. SAP Russie 2 (1931), dossier 3 et la Série des Représentations Diplomatiques (SRD) Ambassade d'Italie à Moscou, 146 (1932), dossier 1.

14. C.G. de Michelis, *Il manoscritto inesistente. I « Protocolli dei savi di Sion » : un apocrifo del XX secolo*, Venise, 1998.

Nous savons également que la majeure partie des juifs ukrainiens, essentiellement les artisans et les petits commerçants, ont été durement éprouvés à la suite de l'attaque contre le secteur économique privé, qui a mis fin à la NEP (Nouvelle politique économique), et qui a pris pour ces raisons à l'ouest du pays une coloration clairement ethnique. En outre, eu égard au profond sentiment religieux de la majeure partie des communautés juives, un autre grand dommage leur a été causé par l'attaque contre les lieux de culte, commencée elle aussi en 1929, et qui s'en prenait indifféremment aux églises et aux synagogues. Cependant, lors de la guerre civile, une partie de la jeunesse juive s'était rangée du côté du régime en occupant des positions bien en vue et des postes au sein de l'État, y compris dans la police politique dont l'accès était par le passé interdit aux juifs¹⁵.

En outre, pendant la guerre civile, les relations entre les citadins et les villageois des environs étaient devenues encore plus conflictuelles – il suffit de lire à ce sujet *La Garde blanche* de Boulgakov, où est décrite la peur qui s'est emparée de Kiev face à l'arrivée de Petlioura et de ses Ukrainiens – et n'ont pas changé pendant le court intermède de la NEP¹⁶. La collectivisation et les souffrances du début des années 1930 ont encore exacerbé ce conflit, renforçant le mépris et l'hostilité avec lesquels une partie des citadins, en gardant jalousement les privilèges, si misérables soient-ils, qui leur permettaient de survivre, regardaient d'un côté les villages ukrainiens et leurs habitants, d'un autre côté la bureaucratie du nouveau régime et surtout les juifs qui, à leurs yeux, en constituaient la part la plus visible.

De plus, il convient de se souvenir que, dans les équipes qui effectuaient les réquisitions qui comprenaient des Ukrainiens, il y avait des gens de nombreuses nationalités, tout comme l'étaient les victimes. Bien évidemment, puisque l'attaque était lancée contre la campagne, les victimes étaient principalement des Ukrainiens, mais la famine n'a pas épargné les villages peuplés de colons allemands, de paysans russes et de familles juives.

15. Y. Slezkine, *The Jewish Century*, Princeton, 2004, p. 173 et suivantes.

16. Voir mon ouvrage *Bolcheviki i krestiane na Oukraine, 1918-1919 gody*, Moscou, 1997.

INTRODUCTION

Du reste, Staline et son régime, très vite, ont réglé son compte même à cette partie de la communauté juive sur laquelle ils s'étaient appuyés et qui était leur soutien. Seulement quelques années plus tard, les diplomates italiens, notamment le consul italien Gino Scarpa, ont interprété précisément dans ce sens les procès politiques visant les cadres en Ukraine dans les années 1937-1938. Le même Scarpa avait envoyé à Rome le 11 mai 1938 une dépêche intitulée « Les arrestations massives des juifs dans le Donbass », où il parlait des trains remplis de juifs arrêtés qui allaient être déportés, des « nettoyages des juifs » dans la police politique et de l'interdiction des cérémonies religieuses juives¹⁷. C'était un avant-goût des grandes persécutions annoncées officiellement en 1949, lorsque a été lancée la campagne contre le cosmopolitisme, qui a atteint son apogée avec le « Complot des blouses blanches ». Cependant, comme l'ont démontré des études récentes, elles ont été préfigurées dans les documents du Comité central dès la fin des années 1930¹⁸.

Évolution de nos connaissances sur la famine

Entre la fin de 1932 et l'été de 1933, la famine fit en URSS près de sept fois plus de victimes que la Grande Terreur de 1937-1938, en moins de la moitié du temps. Ces mois représentent le pic d'une série de famines qui avaient débuté en 1931, le tournant de la décennie et, en même temps, l'événement le plus important de l'histoire soviétique avant la guerre. Avec ses cinq millions de morts (le chiffre ne tient pas compte des centaines de milliers de gens, peut-être même du million, voire davantage, qui avaient déjà péri au Kazakhstan depuis 1930 et ailleurs à partir de 1931), la famine de 1932-1933 fut aussi la plus grave de l'histoire soviétique (tant en 1921-1922 qu'en 1946-1947, il y eut un à deux millions de victimes), sur laquelle elle a laissé une empreinte politique, psychologique et démographique encore visible aujourd'hui ; on sent de

17. Voir SAP Russie 23 (1937), dossiers 1 et 29 (1938), dossier 2.

18. Voir, par exemple, G. Kostyrtchenko, *Tainaïa politika Stalina : vlast i antisemitizm*, Moscou, 2001.

même jusqu'à présent son impact sur les pays successeurs, en particulier l'Ukraine et le Kazakhstan.

Pourtant, jusqu'en 1986, lorsque Robert Conquest a publié son livre *The Harvest of Sorrow*¹⁹, les historiens avaient quasiment ignoré cet événement extraordinaire. Non que la documentation à ce sujet fit défaut, comme nous le savons bien. À la faveur des grands mouvements de population du XX^e siècle – migrations forcées ou encouragées, déplacements, transferts, etc. – et des traces qu'ils ont laissées – dépêches diplomatiques, comptes rendus de voyageurs, souvenirs des témoins et des victimes –, nombreuses étaient les voix prêtes à parler à qui était capable de les écouter.

Dans cette perspective, il est stupéfiant de voir le peu que l'on savait et le peu d'intérêt que l'on portait à ce sujet en Occident²⁰. Dans le meilleur des cas, des historiens comme Naum Jasny et Alec Nove mentionnaient effectivement une *man-made* famine (encore envisagée comme s'il s'agissait d'un événement unique), mais sans se préoccuper de l'étudier à fond et en ignorant sa dimension nationale (soit ukrainienne, kazakhe, etc.). En 1974, Moshe Lewin reconstitua les mécanismes qui déclenchèrent la famine, mais ne se pencha pas sur celle-ci²¹. Dans le pire des cas, la famine était le prétexte

19. R. Conquest, *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS*, Paris, 1995 (*The Harvest of Sorrow*, New York, 1986).

20. Ce manque d'attention ne se limitait pas à la famine de 1932-1933. Les études étaient encore dominées, et non sans raison, par l'autorité d'E.H. Carr. Dans ses ouvrages portant sur 1917-1929, il n'avait consacré que quelques pages à la famine de 1921-1922, qui avait pourtant joué un rôle crucial dans l'expérience formative soviétique et dans les développements ultérieurs, sans prendre en considération tant la conduite et le sort des paysans que les répercussions du désastre pour les nationalités impliquées. Nous savons également très peu de choses sur la famine de 1946-1947 malgré l'importance que Khrouchtchev lui a attribuée dans ses Mémoires (voir aujourd'hui *Vospominania – vremia, lioudi, vlast*, 4 tomes, Moscou, 1999). V.F. Zima, *Golod v SRSR 1946-1947 godov : proiskhojdenie i posledstvia*, Moscou, 1996 ; O. Vesselova et al., *Holodomory v Oukraini 1921-23, 1932-33, 1946-47*, Kiev, 2000. K.C. Berkhoff a analysé la volonté d'affamer Kiev par les Allemands en 1941-1942 ; voir son ouvrage *Harvest of Despair. Life and Death in Ukraine under Nazi Rule*, Cambridge, Mass., 2004.

21. N. Jasny, *The Socialized Agriculture of the USSR*, Stanford, 1949 ; A. Nove, *An Economic History of the USSR*, Londres, 1969 (3^e éd. 1992) ; M. Lewin,

INTRODUCTION

de polémiques navrantes, pour ne pas dire honteuses, dans lesquelles son existence même était contestée ou minimisée. En URSS, où les historiens, également après 1956, pouvaient tout au plus évoquer des « difficultés alimentaires », même l'utilisation du mot *golod / holod* (faim, famine) était interdite. En Ukraine, le terme fut prononcé officiellement pour la première fois par Chtcherbytsky, Premier secrétaire du Parti ukrainien, dans le discours qui célébrait le 70^e anniversaire de la République en décembre 1987²².

Voilà pourquoi le livre de Conquest, fruit d'un projet lancé par le Harvard Ukrainian Research Institute et codirigé par James Mace²³, a eu une importance exceptionnelle : il a contraint une profession réticente à se pencher sur un problème fondamental et il l'a fait en mettant soudain en relief le lien entre la famine et la question nationale, et en insistant – à juste titre – sur la nécessité de traiter séparément le cas des Kazakhs. Aussi est-il permis de soutenir que l'historiographie relative aux famines et au Holodomor a commencé avec ce livre, même si d'autres chercheurs comme Maksoudov ou Jaurès Medvedev étudiaient déjà sérieusement cette question²⁴. Cela est encore plus vrai si on tient compte des polémiques suscitées par ce livre ; grâce à leur niveau,

« *Taking Grain* ». *Soviet Policies of Agricultural Procurements before the War*, Londres, 1974, aujourd'hui dans Id., *The Making of the Soviet System : Essays in the Social History of Interwar Russia*, New York, 1985 (éd. française : *La Formation du système soviétique : essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Paris, 1987).

22. Sur les circonstances qui conduisirent à son apparition dans le discours, voir le très intéressant essai de S.V. Koultytsky, *Il tema della carestia nella vita politica e sociale dell'Ucraina alla fine degli anni Ottanta*, in G. De Rosa et F. Lomastro, *La morte della terra : la grande « carestia » in Ucraina nel 1932-33*, Rome, 2004, p. 431-448.

23. Sur James Mace, qui s'est établi ensuite en Ukraine et a disparu en 2004, voir L. Ivshyna (éd.), *Day and Eternity of James Mace*, Kyiv, 2005.

24. J. Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation : National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933*, Cambridge, Mass., 1983 ; S. Maksoudov (A. Babionychev), *Poteri naselenia SSSR*, Benson, Verm., 1989. Le livre de Jaurès Medvedev, *Soviet Agriculture* (New York, 1987), contient un chapitre excellent sur la famine dans lequel sont correctement reconstituées ses caractéristiques générales à l'échelle de l'Union soviétique, mais qui ne se préoccupe pas de ses aspects nationaux. Voir aussi B. Krawchenko, *Social*

bien supérieur au précédent, le débat, violent lui aussi, sur la « famine » devint partie intégrante du processus par le truchement duquel les historiens commencèrent à prendre conscience des extraordinaires dimensions humaines et intellectuelles de ces événements. En Occident et, probablement, aussi dans les pays qui faisaient autrefois partie de l'URSS, et même en Ukraine, ce processus a été et peut encore être très douloureux parce qu'il intervient *après* que le jugement historique et la « mémoire collective » d'une époque se sont formés *sans que* les famines soviétiques en fassent partie. Cela tient à la victoire des tentatives soviétiques d'occulter ce qui s'est passé et à ce que je considère comme une des caractéristiques essentielles du xx^e siècle européen, dominé par une nécessité de « se ranger d'un côté », de prendre parti, qui a provoqué un aveuglement de masse. Il s'est agi donc et il s'agit encore d'*introduire* les famines soviétiques dans notre représentation du passé, au prix d'une renonciation, parfois cruelle, aux images et aux croyances largement répandues, mais pas véridiques pour autant.

Ensuite survint la révolution archivistique et historiographique de 1991 qui permit l'accumulation accélérée de nouvelles connaissances et fit faire aux polémiques un nouveau saut qualitatif en les transformant, à quelques tristes exceptions près, en controverses scientifiques sérieuses. Un véritable esprit de recherche et un ferme engagement moral, nourris par la conscience de l'immensité de la tragédie qu'on s'efforce de comprendre, animent aujourd'hui les deux camps dans lesquels il est possible – au prix de quelque exagération et de beaucoup de schématisme – de diviser les positions des chercheurs. On peut donc regarder avec satisfaction les années à peine écoulées où les conclusions auxquelles Conquest est parvenu ont été intégrées et en partie dépassées et trouver là un motif d'optimisme.

En schématisant encore un peu plus, les positions de ces deux camps peuvent être synthétisées de la façon suivante (je reprends ici une lettre qui m'a été adressée par Valery Vassiliev, un jeune et talentueux historien ukrainien) : d'un

Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine, Edmonton, 1985.

INTRODUCTION

côté il y a ceux que nous pouvons appeler les chercheurs de type A, qui soutiennent la thèse du génocide et voient dans la famine un phénomène organisé artificiellement pour : a) briser les reins des paysans et/ou b) altérer (détruire) le tissu conjonctif vital de la nation ukrainienne qui empêchait la transformation de l'URSS en un empire despotique. De l'autre se trouvent les chercheurs de type B qui, tout en reconnaissant la nature criminelle des politiques staliniennes, estiment nécessaire d'étudier la famine comme un « phénomène complexe » dans lequel plusieurs facteurs, de la situation géopolitique à l'effort modernisateur, jouèrent un rôle décisif à côté des intentions et des décisions de Moscou²⁵.

Essai d'une nouvelle interprétation

Je pense que nous avons aujourd'hui une grande partie des éléments nécessaires à une nouvelle hypothèse interprétative, plus satisfaisante, capable de tenir compte tant du contexte soviétique général complexe que de l'importance de la question nationale²⁶. Elle peut être échafaudée à partir des excellents travaux publiés ces dernières années par les historiens ukrainiens, russes et occidentaux, brisant ainsi le mur qui sépare encore, du moins partiellement, leurs efforts.

Dans les prochaines pages, je m'efforcerai d'esquisser les contours de cette interprétation, en me basant sur les recherches des collègues évoqués précédemment. Pour formuler cette nouvelle interprétation, il convient tout d'abord de définir avec précision son objet. Comme il devrait être clair désormais, nous avons affaire à ce qu'il serait plus correct d'appeler, au niveau soviétique, *les famines de 1931-1933*, qui eurent naturellement des causes communes et un arrière-plan

25. Étant donné la schématisation extrême de cette classification, il me paraît difficile d'attribuer à l'un ou l'autre camp tel point de vue ou tel auteur. Mais même les meilleures études comme celles citées dans la note 6 pourraient souvent, sans grande difficulté, être subdivisées en A et B.

26. En 1996, dans *The Great Soviet Peasant War, 1918-1933*, Cambridge, Mass., j'avais déjà cherché à rassembler une telle hypothèse, mais d'une façon que je tiens aujourd'hui pour inadéquate et au moins en partie fausse.

comparable, mais qui comprennent au moins deux phénomènes d'importance tant leur différence est grande et marquée : la famine kazakhe avec les épidémies de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien et du Kouban (une région du Caucase du Nord appartenant à la République russe mais alors peuplée principalement d'Ukrainiens) de fin 1932 - début 1933.

Bien des incompréhensions passées ont leurs racines dans la confusion entre ces deux tragédies *nationales* et le phénomène plus général qui leur sert d'arrière-plan. Dans un certain sens, c'est comme si les historiens du nazisme confondaient la répression nazie en général avec certains cas spécifiques, cruciaux, comme l'extermination des prisonniers de guerre soviétiques, ou celle des Polonais et des Tziganes, sans parler de l'Holocauste, un phénomène exceptionnel qui ne peut être expliqué comme un simple aspect ou élément des exterminations nazies, bien qu'il en ait fait partie évidemment. En somme, tant la répression nazie en général que ces tragédies « spécifiques » ont existé et il faut, comme cela se passe effectivement, tenir compte des deux niveaux, en étudiant tant les phénomènes en eux-mêmes que leurs liens et le cadre général qu'ils composent.

Dans le cas soviétique aussi, il serait donc opportun de faire une distinction nette entre le phénomène général et ses manifestations dans les républiques et dans les régions du pays. Mais un grand nombre de défenseurs de la position A se réfèrent en fait au Holodomor, tandis que de nombreux partisans de la position B raisonnent à l'échelle soviétique. Si on faisait vraiment cette distinction, nous finirions par découvrir que chez beaucoup d'entre eux, mais certes pas chez tous, les deux points de vue sont dans le vrai, dans leur champ de recherche respectif.

Le deuxième pas qu'il convient de faire, c'est d'opérer une distinction analytique ultérieure : il faut en fait séparer les famines « spontanées » de 1931-1932 – les guillemets sont nécessaires car elles ont été naturellement les conséquences directes des choix de 1928-1929, même si elles furent non programmées et imprévues – de la famine postérieure à septembre 1932, provoquée avant tout par des décisions humaines directement liées à elle (les événements du Kazakhstan se déroulèrent selon un parcours en grande partie différent et

INTRODUCTION

je me bornerai donc à les traiter uniquement lorsque ce sera nécessaire et par conséquent au passage, en renvoyant aux travaux les plus récents sur ce sujet qui, à mon avis, les ont finalement retracés de façon satisfaisante)²⁷.

Le troisième pas à faire consiste à réunir et à combiner les éléments les plus convaincants des hypothèses A et B, en laissant de côté leurs parties les moins satisfaisantes.

Les études de type A ont raison, par exemple, d'attirer notre attention sur la question nationale. Quiconque étudie l'Union soviétique devrait être conscient de son importance, comme le furent tant Lénine que Staline (après tout le premier décida de ne pas appeler Russie le nouvel État, et le second, qui était au début opposé à ce choix, ne le modifia pas au cours des années suivantes). Il faudrait ensuite avoir conscience de la primauté de l'Ukraine dans ce domaine. On a, à juste titre, fait remarquer que l'Ukraine a joué, après 1917, le rôle dévolu à la Pologne dans l'Empire tsariste : à la fin de 1919, Lénine amorça le tournant vers les politiques d'indigénisation (*korenizatsia*)²⁸, jusqu'alors apanage des formations nationalistes plus radicales, suite à ses réflexions sur les raisons de la défaite bolchevique en Ukraine au printemps et à l'été 1919²⁹ ; Staline donna à la *korenizatsia* une nouvelle

27. K. Aldadjoumanov *et al.*, *Nasilstvennaïa kollektivizatsia i golod v Kazakhstane v 1931-33 gg.*, Alma-Ata, 1998 ; N. Pianciola, « Famine in the Steppe. The Collectivization of Agriculture and the Kazakh Herdsmen, 1928-1934 », in *Cahiers du Monde russe*, 45 (1-2), 2004, p. 137-192 ; I. Ohayon, *Du nomadisme au socialisme. Sédentarisation, collectivisation et acculturation des Kazakhs en URSS (1928-1945)*, Paris, 2006.

28. En 1923, une fois l'URSS organisée en une fédération de républiques basées sur les nationalités titulaires, le Parti adopta officiellement un ensemble de mesures pour promouvoir le développement des nationalités « arriérées », en garantissant leurs privilèges et leurs droits particuliers dans leur territoire. Rapidement de telles mesures prirent le nom collectif de *korenizatsia* (indigénisation), dérivé du mot *koren*, racine, qui montrait bien que leur but était l'enracinement du régime dans les zones non russes. Voir T. Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*

29. Richard Pipes dans *The Unknown Lenin*, New Haven, Connect., 1996, p. 76-77, a publié les ébauches secrètes des thèses sur la « politique en Ukraine » rédigées par Lénine au moment de la reconquête de la république en novembre 1919. Entre autres choses, Lénine demandait « la plus grande attention à l'égard des traditions nationales, le strict respect de

direction à la fin de 1932 à cause de la crise ukrainienne. Mais en Ukraine, du moins jusqu'en 1933, la question nationale *était* la question paysanne, et c'est ce que pensaient à juste titre aussi bien Lénine que Staline.

Pour des motifs que nous verrons, l'hypothèse A au contraire ne tient pas quand elle soutient que la « famine », y compris la famine à l'échelle de l'Union, a été organisée (« planifiée ») même avant l'automne 1932 pour résoudre le problème national et/ou paysan ukrainien.

Les chercheurs du groupe B proposent une reconstitution précieuse et détaillée des causes et du contexte général de la famine au niveau soviétique, dans toute sa complexité, et ils peuvent ainsi apporter une critique convaincante de l'hypothèse A, du moins dans ses versions les plus simplistes. Et pourtant ils semblent incapables de comprendre pleinement le facteur national, et donc de lui faire place, c'est-à-dire de « descendre » du niveau de l'Union à celui des républiques. Ces chercheurs, en outre, ne paraissent pas toujours en mesure de voir que Staline, même lorsqu'il n'en était pas l'initiateur, était toujours prêt à profiter d'événements « spontanés », en imprimant une nouvelle direction et une réorientation à leur cours. Le parallèle le plus évident est celui de l'assassinat de Kirov que Staline très probablement *n'*avait *pas* organisé, mais qu'il sut certes exploiter de façon « créative ».

Il est donc possible d'utiliser les bonnes études de type B sur le développement de la crise en URSS, en ajoutant cependant que, au niveau de l'Union aussi, Staline décida à un certain moment d'utiliser la famine pour briser la résistance des paysans à la collectivisation. Pour de multiples raisons, cette opposition avait été en général plus forte dans les secteurs non russes, où les événements commencèrent rapidement à se développer en suivant des parcours autonomes. En reconstituant ces parcours, il devient possible de percer le secret qui a enveloppé les événements de 1932-1933 dès leur apparition, un secret que pourtant l'élite bolchevique

l'égalité de la langue et de la culture ukrainiennes », etc., et ordonnait néanmoins de « traiter les juifs et les habitants des centres urbains (dans une très grande mesure non ukrainiens) avec une poigne de fer ».

INTRODUCTION

connaissait naturellement, comme semble le suggérer la lettre de Raskolnikov envoyée à Staline le 17 août 1939 : « Tôt ou tard, le peuple soviétique vous mettra sur le banc des accusés comme traître au socialisme et à la révolution, comme le saboteur et le véritable ennemi du peuple, *l'organisateur de la famine* et des falsifications judiciaires³⁰. » (C'est moi qui souligne.)

La spécificité ukrainienne et l'utilisation politique de la famine

Qu'est-il donc possible de dire ? En 1931-1933 des gens moururent de faim dans toute l'Union soviétique. Au Kazakhstan et en Ukraine, dans le Caucase du Nord et sur la Basse et la Moyenne-Volga, la situation était pourtant incomparablement plus grave. À l'exception du Kazakhstan (et sans compter la Sibérie occidentale), il s'agissait des centres les plus importants de production céréalière du pays, où – à partir de 1927 – le conflit pour la récolte entre l'État et les paysans avait été le plus aigu. En outre, au moins à partir de 1918-1919, la guerre entre le régime et les paysans (ou les nomades) avait pris des traits particulièrement brutaux en raison de la présence de facteurs nationaux et/ou religieux qui en décuplaient l'intensité (sur la Moyenne et la Basse-Volga, il fallait au contraire compter, outre la forte présence de colons allemands, avec les grandes traditions du mouvement paysan russe, d'inspiration socialiste-révolutionnaire).

Encore une fois à l'exception du Kazakhstan, les causes du phénomène étaient partout *similaires* : l'impact dévastateur, sur le plan humain comme sur celui de la production, de la dékoulakisation qui se termina par un pogrom dirigé par l'État contre l'élite paysanne ; la collectivisation forcée

30. Raskolnikov, célèbre héros de la guerre civile, ambassadeur à Sofia de 1934 à 1938, a refusé de rentrer et de devenir victime des purges. Sa « lettre ouverte » à Staline est parue dans *Nouvelle Russie* (Paris) le 1^{er} octobre 1939, trois semaines après sa mort à Nice. Cette lettre, avec beaucoup d'autres pièces, a été publiée in *Reabilitatsia : kak eto bylo, fevral 1956 – natchalo 80kh godov*, Moscou, 2003, p. 420-453.

qui avait incité les paysans à détruire une grande partie de leurs biens³¹ ; le mauvais fonctionnement et la misère des kolkhozes ; des vagues de réquisitions impitoyables et répétées qui tiraient leur origine de l'industrialisation en crise, de l'urbanisation incontrôlée, et de la croissance de la dette extérieure face à laquelle on pouvait faire front seulement en exportant des matières premières ; la résistance des paysans qui n'acceptaient pas ce qu'ils définirent aussitôt comme un « second servage » et qui travaillaient de moins en moins, soit par refus du nouveau système, soit en raison de leur affaiblissement physique dû au manque de nourriture ; les mauvaises conditions météorologiques de 1932. La famine, qui avait commencé à frapper ici et là en 1931 (pourtant au Kazakhstan les nomades mouraient déjà en masse) et formé des poches importantes au printemps 1932, apparut dès lors comme la conséquence imprévue, non programmée, des politiques d'inspiration idéologique, soit marxiste, sur lesquelles la direction bolchevique avait misé pour déraciner la production privée des marchandises.

Certes, sur la base des résultats du communisme de guerre en 1920-1921 (dont beaucoup de principes furent repris en 1928-1929), il n'aurait pas été difficile en 1928-1929 de prévoir ce qui se produisit ensuite en 1931-1933. Mais si on analyse les origines et l'évolution de la famine avant l'automne 1932 à l'échelle de l'URSS, il est impossible de soutenir que la famine fut l'effet *attendu* de ces politiques, comme on le fait parfois dans les hypothèses présentant la grande famine comme un événement voulu pour briser la résistance paysanne ou pour perpétrer un génocide anti-ukrainien planifié à Moscou (quand ce n'est pas carrément par les « Russes »,

31. Dans un rapport à l'OGPOU sur les réquisitions de céréales de mai 1929, il est déjà fait mention de protestations paysannes provoquées par la confiscation du pain et d'autres denrées de première nécessité dans les villages qui n'avaient pas rempli le plan de livraison. La faim fut donc utilisée par le régime qui reprenait également dans ce cas les pratiques de la guerre civile pour punir et « éduquer » les paysans depuis les débuts de la collectivisation. Voir N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques*, Paris, 1994, p. 112.

INTRODUCTION

bien qu'eux aussi, comme nous le savons, aient souffert par la faute de ce régime).

Toutefois, l'intensité, le déroulement et les conséquences de ce phénomène ont été, sans conteste, fondamentalement *différents* dans les diverses régions et républiques. Sur les 6 millions de victimes (aujourd'hui les démographes imputent à 1930-1931 une partie des morts attribués au préalable aux deux années suivantes), 3,5 à 3,8 millions de personnes moururent en Ukraine ; 1,3 à 1,5 million au Kazakhstan (où la mortalité atteignit son point culminant, en exterminant 33 à 38 % des Kazakhs et 8 à 9 % des Européens) ; et plusieurs centaines de milliers dans le Caucase du Nord et, dans une moindre mesure, en Moyenne et en Basse-Volga où le secteur le plus frappé coïncidait largement avec la République autonome allemande (définitivement dissoute en 1941)³².

Le taux de mortalité annuel pour mille habitants *dans les campagnes*, égal à 100 en 1926, sauta à 188,1 en 1933 dans l'ensemble du pays. Mais, en cette même année, il était égal à 138,2 dans la République russe (qui comprenait pourtant alors aussi bien le Kazakhstan que le Caucase du Nord), et à 367,7, autrement dit *presque le triple*, en Ukraine. Là, l'espérance de vie à la naissance tomba en 1933 de 42,9 ans pour les hommes et 46,3 pour les femmes de 1926, à 7,3 et 10,9 respectivement (elle aurait été de 13,6 ans pour les hommes et 36,3 pour les femmes en la terrible année 1941, qui s'avère ainsi cependant moins terrible que 1933). Toujours en Ukraine, les 1 153 000 naissances attestées en moyenne entre 1926-1929, régressèrent à 782 000 en 1932 et tombèrent à 470 000 en 1933³³.

32. L'imprécision des données ukrainiennes et surtout des données kazakhes provient en premier lieu de la difficulté à évaluer l'impact précis des exodes provoqués par la famine. Un grand nombre de fuyards furent refoulés et renvoyés mourir chez eux, d'autres périrent dans les gares des villes qu'ils avaient réussi à atteindre, d'autres encore réussirent à se sauver en Russie, en Transcaucasie ou en Chine.

33. S. Maksoudov, *Poteri naselenia SSSR*, *op. cit.* ; S.V. Koultychysky (éd.), *Holodomor 1932-1933 m.*, *op. cit.* ; R.W. Davies et S.G. Wheatcroft, *The Years of Hunger*, *op. cit.* ; F. Meslé et J. Vallin, *Mortalité et causes de décès*, *op. cit.* ; E.M. Andreïev, L.E. Larski et T.L. Kharkova, *Demograficheskaïa istoria Rossiiskoi*

Ces écarts reflètent le cours différent suivi par la famine, cours dont étaient largement responsables les décisions politiques prises à Moscou qui, à partir de l'automne 1932, donnèrent à celle-ci, dans des républiques et des régions déterminées, ce caractère « planifié », parfois projeté de façon erronée également sur la période précédente.

En Ukraine comme dans bien d'autres secteurs du pays, au printemps 1932, des fonctionnaires locaux, des instituteurs de village et des dirigeants de la république observèrent l'extension de la famine et le début d'un exode rural de masse³⁴. Staline, sous la pression du Parti ukrainien qui réclamait une réduction des plans de réquisition, admit au début de juin que, au moins dans les zones où la situation était la plus difficile, cette mesure était nécessaire, même par « sens de la justice ». De telles réductions devaient cependant être modestes et locales, car comme Molotov l'aurait rapidement déclaré officiellement, « même si nous sommes confrontés aujourd'hui au spectre de la famine, surtout dans les zones productrices de céréales, [...] les plans de ramassage doivent à tout prix être respectés³⁵ », conclusion à laquelle poussait la nécessité d'éviter la répétition à grande échelle des grèves et des mouvements urbains du printemps, et d'honorer les traites allemandes venant à échéance entre la fin de l'année et le début de 1933.

Pourtant, toujours en juin 1932, bien avant qu'une partie du nationalisme ukrainien se mette à considérer à tort la Russie comme responsable de la famine, et à affirmer que cette dernière devrait par conséquent être interprétée sous l'angle national, Staline a élaboré ce que Terry Martin a appelé

Federatsii, 1927-1959, Moscou, 1998 ; Iou.A. Poliakov (éd.), *Naselenie Rossii v XX veke*, T. 1, 1900-1939 gg., Moscou, 2000.

34. La tragédie de 1921-1922, elle aussi, fut annoncée par les famines locales du printemps précédent, celui de 1920. Voir A. Graziosi, « Stato e contadini nelle Repubbliche sovietiche attraverso i rapporti della polizia politica, 1918-1922 », in *Rivista storica italiana*, II, 1998, p. 463-528 (article dans lequel, toutefois, je cite de façon erronée des données anciennes surestimant la mortalité due à cette famine) ; B. Patenaude, *The Big Show in Bololand : The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*, Stanford, 2002.

35. Cité dans N.A. Ivitski, « Golod 1932-1933 godov : kto vinovat », in *Golod 1932-1933 gg., op. cit.*, p. 59.

INTRODUCTION

à juste titre son « interprétation nationale » de la famine³⁶. Dans un premier temps, il donna, en privé, libre cours à sa rage contre les dirigeants de la république qu'il tenait pour responsables d'une situation à laquelle ils étaient incapables de faire face avec la fermeté nécessaire. Cependant, quelques semaines plus tard, entre juillet et août, après une conférence du Parti ukrainien, implicitement polémique avec Moscou et sur la base des rapports de l'OGPOU qui accusaient les communistes ukrainiens d'être contaminés par le nationalisme, Staline mettait au point une nouvelle analyse de la situation et de ses causes³⁷.

Il n'est pas impossible que ce qui fut l'ultime occasion de désaccord au sein du Politburo avant la mort de Staline dont on trouve trace dans les dossiers ait aussi joué un rôle. À la réunion du 2 août 1932, quelqu'un – probablement Petrovsky, alors président de la République ukrainienne –, contesta l'ébauche préparée par Staline (ce dernier était en vacances et ne participait donc pas à la séance) ; il s'agissait de l'ébauche de ce qui allait devenir le décret draconien, tristement célèbre, du 7 août sur la défense de la propriété d'État contre le vol dans les champs³⁸. Tout de suite après, le

36. La meilleure reconstitution des origines de l'« interprétation nationale » donnée à la famine par Staline se trouve dans T. Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.* Cependant, Mace aussi était arrivé précédemment à des conclusions très semblables ; il avait également l'intuition que quelque chose de décisif pour les développements ultérieurs s'était produit en juillet 1932.

37. Le 5 août, par exemple, l'OGPOU rapportait que des fractions du Parti communiste ukrainien et des nationaux-socialistes ukrainiens étaient « aux ordres du deuxième bureau de l'état-major polonais » (in *Tragedia sovietkoï derevni*, T. 3, 1930-1933, *op. cit.*, p. 420-422 et 433).

38. Kaganovitch évoqua cette opposition sans mentionner directement Petrovsky, dans une lettre à Staline qui n'a peut-être pas été envoyée : « Nous venons de nous réunir pour discuter du projet de décret qui se compose de trois parties dans l'esprit de vos indications. Contre la troisième partie est intervenu hier..., qui pourtant n'était pas là aujourd'hui, étant parti. Des doutes et même des objections à propos de la deuxième et de la troisième partie ont aussi été formulés par..., mais en fin de compte nous avons adopté le texte tel qu'il avait été conçu. » La deuxième partie condamnait les responsables de vol de la propriété kolkhozienne (essentiellement le blé) à la peine de mort, ou à 5 à 10 ans de travaux forcés en

11 août, malgré la récente signature du pacte soviéto-polonais de non-agression³⁹, dans une lettre cruciale à Kaganovitch, Staline écrivit que l'Ukraine était désormais la « *principale question* » (souligné par Staline), que le Parti, l'État et même les organes de la police politique de la république étaient infestés d'agents nationalistes et d'espions polonais, qu'on courait le risque de « perdre l'Ukraine », une Ukraine qu'il fallait transformer au contraire en une « forteresse bolchevique »⁴⁰.

Cette interprétation, développée à la base de l'expérience ukrainienne, fut ensuite étendue aux cosaques qui avaient été classés comme ennemis du régime dès 1919 lorsqu'ils avaient été frappés par la « décosaquisation »⁴¹, aux Allemands de la Volga et, en termes moins brutaux toutefois, aux Biélorusses. La crise poussa par conséquent Staline à appliquer son modèle déjà très élaboré de répression préventive, catégorielle et donc collective (qui avait déjà atteint son premier point culminant avec la dékoulakisation) à de nombreux groupes nationaux et socio-nationaux lesquels, à son avis, représentaient une menace pour le régime. Comme les événements le prouvaient, l'Ukraine et les Ukrainiens continuaient pourtant à être en tête de ses préoccupations.

Lorsque, comme il fallait s'y attendre, les collectes furent insuffisantes dans les régions traditionnellement productrices de céréales, Molotov, Kaganovitch et Postychev furent envoyés respectivement en Ukraine, dans le Caucase du Nord et dans le bassin de la Volga pour redresser la situation. La décision

présence de circonstances atténuantes. La troisième partie punissait celui qui incitait les paysans à quitter les kolkhozes de 5 à 10 ans de travaux forcés (in *Staline i Kaganovitch. Perepiska, op. cit.*, p. 134).

39. Le pacte fut signé le 25 juillet 1932. Dans son étude « Covert Polish Missions Across the Soviet Ukrainian Border », Snyder soutient de façon convaincante que même si Moscou, après le coup d'État de Piłsudski de 1926, se sentit l'objet d'une possible attaque, Varsovie devint, après 1930, toujours plus favorable à la préservation du *statu quo*. Il est donc probable, comme le suggère Snyder, qu'une fois la menace polonaise éliminée avec le pacte pendant l'été 1932, Staline se soit senti libre d'en exploiter les résidus pour liquider les ennemis potentiels et consolider sa position.

40. *Staline i Kaganovitch. Perepiska, op. cit.*, p. 273-274.

41. P. Holquist, « "Conduct Merciless Mass Terror." Decossackization on the Don, 1919 », in *Cahiers du Monde russe*, 38 (1-2), 1997, p. 127-162.

INTRODUCTION

d'*utiliser la famine*, en en amplifiant artificiellement l'étendue pour donner une leçon aux paysans qui refusaient le « nouveau servage »⁴², fut donc prise en automne au moment où la crise provoquée par le premier Plan quinquennal atteignit son point culminant et où la femme de Staline se suicida. La punition était tragiquement simple, presque pavlovienne ; au fond elle n'était pas étrangère aux vieux clichés socialistes qui acquéraient ainsi une tout autre signification : qui ne travaille pas, c'est-à-dire qui n'accepte pas le système kolkhozien, ne mange pas. Staline se référa à la méthode qu'il avait imaginée dans sa fameuse correspondance de 1933 avec Cholokhov. Les « cultivateurs de blé très estimés » du Don dont le célèbre écrivain avait déploré le sort avec Staline, avaient engagé « une guerre "secrète" contre le pouvoir soviétique, une guerre dans laquelle – écrivait Staline prenant le contre-pied de la réalité – ils avaient utilisé la faim comme une arme », et dont ils payaient maintenant les conséquences (autrement dit avec la famine qui sévissait, d'après la conclusion implicite que Staline laissait deviner au destinataire de la lettre)⁴³.

Moscou refusa de porter secours à la grande majorité des régions les plus frappées jusqu'au printemps de 1933 (même les paysans du Don ne reçurent rien avant mai). Alors que le commissaire (ministre) aux Affaires étrangères Litvinov niait officiellement l'existence même de la famine dans ses réponses aux questions des diplomates et de la presse étrangère, l'État en effet « luttait avec férocité » (selon les propos de Kaganovitch) pour mener à terme les plans de réquisition dans les régions concernées.

Là où la question nationale compliquait la « question paysanne », en la rendant plus aiguë et donc plus dangereuse pour le régime – rappelons que Staline avait explicitement lié les deux questions dans ses écrits sur le nationalisme et que

42. S. Fitzpatrick, *Stalin's Peasants : Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization*, New York, 1994 ; M.A. Benzine et T.M. Dimoni, « Povinnost' rossiiskikh kolkhoznikov v 1930-1960e gody », in *Otchestvennaïa istoria*, 2 (2002).

43. Pour cet échange révélé par Khrouchtchev en 1963, voir aujourd'hui *Pisatel i voj'd : Perepiska M.A. Cholokhova s I.V. Stalinym*, Moscou, 1997.

le leadership soviétique avait vu cette hypothèse se confirmer par les grandes révoltes sociales et nationales des campagnes ukrainiennes en 1919, qui s'étaient répétées ensuite, bien qu'à une échelle mineure, au début de 1930⁴⁴ –, le recours à la faim fut plus impitoyable et la leçon beaucoup plus cruelle. D'après les données démographiques, en Ukraine aussi la mortalité était étroitement liée à la résidence, urbaine ou rurale, et non à la nationalité des victimes. En d'autres termes, celui qui vivait à la campagne souffrit bien plus que celui qui résidait en ville, indépendamment de ses « origines ethniques ». Mais on ne peut oublier que, comme tout le monde le savait, malgré l'urbanisation accompagnée de l'ukrainisation de la décennie précédente, les villages restaient en majorité ukrainiens, alors que les villes avaient en grande partie conservé leur caractère « étranger », c'est-à-dire russe, juif et – toujours dans une moindre mesure – polonais⁴⁵. Par conséquent, en Ukraine aussi, les campagnes furent l'objectif des mesures visant à briser les reins des paysans, mais on avait pleinement conscience que ces campagnes représentaient l'épine dorsale de la nation.

Le fait que, à cause de l'« interprétation nationale », la décision d'utiliser la famine prit en Ukraine et dans le Kouban des traits tout à fait spécifiques est confirmé par les mesures qui étaient, du moins en partie, très différentes de celles adoptées à l'échelle de l'Union, à l'exception partielle des terres des cosaques du Don.

44. A. Graziosi, *Bolcheviki i krestiane na Oukraine*, op. cit. ; Id., « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales à travers les rapports du GPOU d'Ukraine de février-mars 1930 », in *Cahiers du Monde russe*, 35 (3), 1994, p. 437-632 ; L. Viola, *Peasant Rebels under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, New York, 1996 ; V.P. Danilov, *Sovietskaïa derevnia glazami VTCHK-OGPOU-NKVD*, op. cit., T. 3, 1930-1934 ; T. 1, 1930-1931, Moscou, 2003.

45. Staline ne se préoccupa jamais des « éclats qui volent quand on taille le bois », pour utiliser une de ses expressions favorites. Et il fut peut-être le plus grand interprète et exécutant de l'école « statistique » de répression, prête à éliminer des catégories entières pour garantir la « solution » de problèmes réels, ou même seulement potentiels ou imaginaires. Voir A. Graziosi, O. Khlevniouk et T. Martin, « Il grande terrore », in *Storica*, 18, 2000, p. 7-62.

INTRODUCTION

Le 18 novembre 1931, le Comité central ukrainien que Molotov et Kaganovitch avaient contraint à l'obéissance, ordonna aux paysans de restituer les maigres avances en nature sur la nouvelle récolte qu'ils venaient de recevoir en paiement du travail accompli. La décision (il n'est pas difficile d'imaginer comment se traduisait en fait son application dans des villages où sévissait la faim) ouvrit la voie à la répression des fonctionnaires locaux qui avaient aidé les familles paysannes les plus affamées en distribuant leur blé. Des centaines de ces fonctionnaires furent fusillés, des milliers d'entre eux furent arrêtés souvent sous l'accusation de « populisme ». En même temps, en Ukraine et dans le Kouban, l'État introduisait des amendes en nature pour priver les paysans également de viande et de pommes de terre, mesure qui ne fut pas étendue à la Volga où – peut-être à l'exception de la République autonome allemande – Postychev traita moins durement même les cadres locaux (cette punition moins cruelle causa toutefois un nombre très élevé de morts d'inanition). Certains secteurs du Caucase du Nord et d'Ukraine, où l'opposition à la collectivisation avait été plus forte, furent au contraire punis avec une cruauté encore plus grande : tous les produits qui s'y trouvaient, même les produits non agricoles, furent retirés des magasins locaux, cependant que dans certaines localités on procéda à la déportation vers le nord et vers l'est de la population tout entière.

La famine prit ainsi des formes et des dimensions de loin supérieures à celles qu'elle aurait eues si la nature avait suivi son cours. Bien que beaucoup moins intense et moins étendue que la famine de 1921-1922 en termes de sécheresse et de zones frappées (ainsi, la récolte de 1932, quoique très faible, fut même plus élevée que celle de 1945 où il n'y eut pas de morts massives imputables à la faim), la famine fit trois à quatre fois plus de victimes à la suite de décisions politiques qui visaient à sauver le régime de la crise dans laquelle il était tombé à cause de ces mêmes politiques, assurant ainsi la victoire de la « grande offensive » lancée quatre années auparavant.

De la conscience qu'en Ukraine et que dans le Kouban la question paysanne était aussi une question nationale découlait la nécessité de les affronter et de les « résoudre » toutes les

deux d'un seul coup. Et pour s'assurer qu'une telle « solution » durerait dans le temps, on l'assortit de la décision d'éliminer les élites nationales et leurs politiques, soupçonnées, comme on le sait, de connivence avec les paysans.

Les 14 et 15 décembre 1932, le Politburo approuva deux décrets secrets qui bouleversaient dans la *seule* Ukraine les politiques officielles en matière de nationalité sanctionnées en 1923. On y lisait que l'indigénisation (*korenizatsia*) déjà mentionnée, telle qu'elle avait été appliquée en Ukraine et dans le Kouban, loin d'avoir affaibli le sentiment national, l'avait au contraire aidé à se développer, en produisant des ennemis possédant la carte du Parti en poche (rappelons que l'un des préceptes de la *korenizatsia* était précisément le recrutement et la promotion des cadres locaux dans les structures du Parti). Les paysans n'étaient donc pas seuls coupables de la crise, mais ils en partageaient la responsabilité avec la classe politique et intellectuelle ukrainienne.

Un tel raisonnement concernait aussi les programmes d'ukrainisation de la République russe. Plusieurs millions d'Ukrainiens qui, à la suite de choix prorusse au moment du tracé des frontières entre les républiques au milieu des années 1920, se trouvaient vivre en RSFSR furent ainsi privés du droit à l'instruction et à la presse dans leur propre langue et à une autonomie gouvernementale dont en revanche toutes les autres nationalités continuaient à jouir. Au moment du recensement de 1937, seuls 3 millions de citoyens de la RSFSR se définirent comme Ukrainiens, contre 7,8 millions qui avaient fait ce choix en 1926 (mais une partie au moins de cette baisse peut être imputée à la promotion du Kazakhstan – république autonome de la RSFSR jusqu'à 1936 – devenu une République soviétique).

Quelques jours plus tard, le 19 décembre, des mesures semblables frappèrent la Biélorussie où, comme en Ukraine, la question paysanne coïncidait largement avec la question nationale et avait, pour cette raison, causé de sérieux problèmes déjà du temps de la guerre civile, même si c'était à une échelle infiniment moindre. En Biélorussie également, le Parti fut accusé par la suite, au début du mois de mars 1933, de favoriser le nationalisme, et les cadres politiques locaux et l'intelligentsia nationale furent

INTRODUCTION

réprimés pour ce « crime », mais la répression fut moins brutale et on n'arriva pas, par exemple, au rejet explicite de la « biélorussisation ». On voyait ainsi confirmée la différence fondamentale dans les politiques nationales qui étaient beaucoup plus tolérantes en Asie centrale ou en Sibérie qu'elles ne le furent dans les régions occidentales de l'URSS, que Moscou considérait à juste titre comme beaucoup plus dangereuses⁴⁶.

La nuit du 20 décembre 1932, sur une proposition de Kaganovitch, le Politburo ukrainien s'employa à réaliser de nouveaux objectifs dans le domaine des collectes de céréales. Neuf jours plus tard, on déclara que la précondition nécessaire pour atteindre de tels objectifs était la découverte et la saisie des « réserves familiales »⁴⁷. Le 22 janvier 1933, immédiatement après l'arrivée de Postychev, accompagné de centaines de cadres centraux en qualité de nouveau plénipotentiaire de Moscou en Ukraine, Staline et Molotov ordonnèrent à l'OGPOU d'arrêter l'exode des paysans d'Ukraine et du Kouban à la recherche de nourriture. Le Comité central et le gouvernement, écrivaient-ils, « sont convaincus qu'un exode comme celui de l'année passée a été organisé par les ennemis du pouvoir soviétique, par les socialistes-révolutionnaires et les agents polonais pour faire de l'agitation, "en utilisant les paysans" contre les kolkhozes et, plus généralement, contre le pouvoir soviétique dans les territoires du Nord. L'année passée les organes du Parti, de l'État et de la police n'ont pas mis en lumière ce complot contre-révolutionnaire [...] Une répétition de cette erreur pendant l'année en cours serait intolérable⁴⁸ ». Au cours du seul mois suivant, sur la base de ce décret, on arrêta au moins 220 000 personnes, surtout des paysans affamés à la recherche de nourriture. On réexpédia 190 000 d'entre eux crever de faim dans leurs villages.

46. Oleg Khlevniouk m'a aimablement rappelé l'existence des décrets du Politburo : *O selskokhoziaïstvennykh zagotovkakh v Beloroussiï*, Politburo du 6 décembre 1932, procès-verbal n. 126, p. 1, RGASPI, fond 17, opis 3, delo 912, list 8, 42-43 ; *Ob izvrahtcheniï natsionalnoi politiki VKP(b) v Beloroussiï*, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 917, l. 7.

47. *Tragedia sovietskoï derevni*, T. 3, 1930-1933, op. cit., p. 603-611.

48. *Ibidem*, p. 635.